

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 17-1-1973 - N° 90

EDITORIAL

Golda Meïr et quatre autres chefs de gouvernement socialistes ont participé au Congrès de l'Internationale Socialiste, sur l'invitation de F. Mitterrand.

« Chalom Golda », « Sionisme vaincra », voilà les inscriptions qu'on a pu lire sur les murs de Paris.

Réaction inopportune, véritable ingérence dans la politique intérieure française, a dit Pompidou, lors de sa conférence de presse.

Sans aucun doute, la présence à Paris de ces représentants couronnés de la social-démocratie est une caution de poids donnée à F. Mitterrand, qui peut apparaître ainsi comme traitant d'égal à égal avec les chefs de gouvernement étrangers.

En tout cas, une chose est sûre : s'il y a victoire du Programme commun de la Gauche, le Parti socialiste, dont le pro-américanisme et le pro-sionisme sont à toute épreuve, et malgré les divergences, sur ce point, avec les communistes, fera tout son possible pour réorienter dans cette partie du monde la politique extérieure française. La France redeviendra l'alliée inconditionnelle d'Israël, et abandonnera toute politique d'amitié avec le monde arabe.

En cas de victoire de la Gauche unie, il faut donc prévoir que la France fermera les yeux sur les bombardements des villages palestiniens, sur la spoliation des terres et le déplacement des populations, en bref sur l'existence du peuple palestinien. Déjà, à ce sujet, la classe politique française est bien discrète et silencieuse !

Le but de la social-démocratie n'a-t-il pas toujours été que la France soit l'alliée des forts et des puissants, c'est-à-dire de l'impérialisme sioniste, bastion avancé de l'impérialisme américain ?

N.A.F.

**urp, réformateurs, pc
ça suffit !**

les comédiens du roi
*tricentenaire de Molière :
sous le chapiteau*

procès tramoni :
*l'ordre règne
à Billancourt*



jeu de la france ou voyage électoral ?

Le voyage de Pompidou s'inscrit avant tout dans un jeu diplomatique, mais la liberté de manœuvre du Président à deux mois des élections n'en est pas moins limitée.

L'ouverture à l'Est est une constante de la diplomatie gaullienne. Charles de Gaulle souhaitait mettre fin au partage du monde conclu à Yalta et qu'il avait toujours condamné. Il a fait son possible pour se soustraire à la tutelle américaine : le retrait de l'O.T.A.N., le voyage du Québec en furent les signes les plus voyants mais non uniques. Parallèlement, il esquissait un rapprochement avec l'U.R.S.S., entrecoupé de crises (Berlin en 1961 notamment), espérant que son exemple serait contagieux et amènerait des Etats-satellites de l'U.R.S.S. à remettre en question la domination de Moscou. De fait, de Gaulle exerça une fascination sur certains Etats d'Europe de l'Est, notamment la Roumanie.

Mais l'affaire tchécoslovaque en 1968 montra que la marge de manœuvre des satellites était étroite, surtout s'ils s'avisent de remettre en même temps en question la fidélité au credo marxiste et l'allégeance au Pacte de Varsovie.

UNE SITUATION NOUVELLE

En arrivant à l'Elysée, M. Pompidou trouva une situation qui impliquait une relance prudente de la politique à l'Est, rendue nécessaire par le fait que l'initiative était en train de passer de la France à l'Allemagne. L'*Ost politik* de M. Brandt a abouti au spectaculaire accord conclu entre la République Fédérale et la R.D.A. Celle-ci, loin d'être demeurée un

simple satellite de l'U.R.S.S., mène son propre jeu dans le bloc de l'Est et a réussi en quelques mois à obtenir une grande crédibilité internationale : l'Espagne de Franco vient de la reconnaître... Dès lors, il devenait dangereux de laisser l'Allemagne prendre l'initiative d'une politique européenne de rupture des blocs.

Mais l'exemple est-allemand montre aussi qu'en 1973 il est davantage possible de miser sur un relatif affaiblissement du bloc soviétique qu'en 1968.

Pourquoi ? Tout simplement parce que l'U.R.S.S. n'a plus son front principal sur l'Elbe, mais face à la Chine, sur l'Oussouri. Ce front est d'autant plus préoccupant que la Chine s'est rapprochée des Etats-Unis. La passivité relative de Pékin au moment de la reprise des bombardements américains sur le Vietnam le montre bien. Dès lors l'U.R.S.S. doit abandonner pour le moment toute idée d'impérialisme en Europe pour y adopter une attitude défensive.

Mais cela conduit ses dirigeants à deux attitudes diamétralement opposées. Les uns veulent *renforcer et durcir le glacis oriental* : les pressions diplomatiques récentes sur le semi-satellite finlandais et les intrigues dans une Yougoslavie qui échappe peu à peu aux mains débilés du vieux Maréchal Tito vont dans ce sens. Mais une fraction des dirigeants du Kremlin serait toute prête à *laisser une certaine marge de manœuvre à ses satellites* pour peu qu'ils ne violent pas trop ouvertement le dogme communiste.

Bref, l'U.R.S.S. est un géant mais, handicapé par les contradictions de son système, prisonnière de ses peurs, hantée par la pensée de la Chine.

VERS UNE RUPTURE DES BLOCS ?

Une politique française de rupture des blocs est difficile mais jouable. La négociation qui se prépare sur la réduction des armements stratégiques et des barrières douanières, sur la circulation des idées entre l'Est et l'Ouest sont témoins des chances et des risques de cette politique : ainsi une réduction égale des armements des deux blocs maintiendrait la supériorité militaire de l'Est sans trop de danger étant donné la situation interne du bloc soviétique. Encore faut-il qu'en compensation, les échanges commerciaux et culturels se soldent par une accentuation de la « fascination de l'Occident » sur les dirigeants et les peuples des Etats satellites.

Les entretiens de Minsk ont porté sur ces problèmes. Ils ont été brefs et constituaient visiblement surtout une prise de contact exploratoire. Ils ont été vagues si l'on étudie le communiqué final, véritable catalogue de généralités sur la détente inter-européenne.

Comment en aurait-il été autrement d'ailleurs ? Nous ne savons si M. Pompidou veut jouer un rôle actif dans la conférence de sécurité inter-européenne. En revanche, il est certain qu'il ne prendra pas d'initiatives pouvant être controversées à deux mois des élections. Il est allé à Moscou pour reprendre contact mais aussi pour s'affirmer face à son électorat comme un chef de stature internationale.

Arnaud FABRE.

ça suffit !

Les amateurs d'éloquence électorale et les dévôts du pseudo-débat « démocratique » devraient piaffer de contentement. Enfin la politique, ses pompes et ses œuvres deviennent l'affaire du peuple souverain qui s'avance vers les urnes. Chaque jour apporte son élément de poids à la réflexion des citoyens. A Provins, le premier ministre présentait le programme cohérent et complet de la majorité. Deux jours plus tard, le Président de la République traitait la conduite des affaires de l'Etat avec la sérénité qui convient à sa charge. Ne disait-il pas, au passage, à propos de M. Messmer : « *Il prend des décisions et prend même quelquefois des décisions, à mes yeux, sur lesquelles j'aimerais être consulté auparavant. Ce qui fait que je suis plutôt obligé de le freiner que de l'encourager.* » Le brave homme ! Ceux qu'inquiétaient les déclarations du Premier ministre à propos d'une éventuelle libéralisation de la législation sur quelques sujets brûlants devront être rassurés.

Le lendemain, à la télévision, la joute oratoire de Mitterrand-Sanguinetti posait la question inquiétante de l'avènement possible d'une démocratie populaire. Vingt-quatre heures plus tard, M. Marchais donnait toutes les assurances possibles. Comment ? Non seulement on ne fera pas de communisme, mais il ne s'agit même pas de socialisme ! *Marchais passe aux réformateurs*, ironisait *Combat*.

En fin de semaine, l'U.J.P. manifestait sa volonté de soutenir la majorité malgré son insatisfaction, prouvant par là qu'il y a même place pour un peu de contestation dans la grande famille udéhaire. Pour ne pas être en reste, MM. Servan-Schreiber, Lecanuet et Jeanneney réunissaient leurs troupes à Versailles tout en renouvelant leurs prouesses oratoires, les tours de passe-passe qui leur permettront de rallier la majorité et d'obtenir ces portefeuilles dont ils rêvent, sans avoir l'air de se rallier tout en... etc.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



En fait, tout se passe comme si d'ores et déjà les jeux étaient faits et on peut être assuré que les différentes formations politiques ne sortiront plus de leurs grands thèmes de campagne. La gauche unie, dans son programme, avait fait l'annonce des prix dont elle entendait gratifier toutes les catégories possibles d'électeurs. La majorité ne pouvait être en reste : elle a promis encore mieux, elle compte bien que la peur du communisme rendra la sagesse aux éventuels mécontents. Quant aux « réformateurs », ils escomptent sur l'attrait du changement sans bouleversement. Cela étant dit, il n'y a rien d'autre à dire. On ne voit vraiment pas ce qu'on ajouterait. Et que les électeurs choisissent en leur âme et conscience !

On nous joue la comédie. On nous emmène en bateau. Les « adversaires » sont en fait des partenaires, non pas de connivence, mais complices dans la défense du système sans lequel ils ne seraient rien.

Par chance, deux livres parus ces jours-ci (mais qui les lira ? qui en comprendra la portée ?) ont le mérite de déchirer le brouillard, de mettre dans une lumière crue ce que les partenaires entendent camoufler.

C'est tout d'abord Jean Ferniot, l'éditorialiste de R.T.L., qui, brusquement, dit ce qu'il a sur le cœur : Ça suffit ! (1) On nous a assez fait marcher, dit-il en substance, avec des propos malhonnêtes sur la démocratie qui et que... comme la phrase de Churchill : « La démocratie est la pire des régimes, à l'exception de tous les autres. » Et Ferniot de s'écrier : « Je dis : malhonnête, car il éclaire le visage d'amour d'une abstraction, d'une allégorie (la démocratie) et il laisse dans l'obscurité le masque effrayant des systèmes politiques qui prétendent en être l'incarnation. »

Laissant de côté ce visage d'amour, il cerne la réalité. Ce pseudo-gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, n'est en fait qu'un second Tout Paris, « le Tout Etat » qui englobe les quelque deux mille personnages d'une caste soudée par les mécanismes du pouvoir, la complicité et le langage : « Georges Séguy était compris de Georges Pompidou quand il négociait dans les couloirs du ministère du Travail, rue de Grenelle, en 1968, l'octroi de subventions, que les gouvernements de la Quatrième république avaient supprimées à la C.G.T. »

Ce Tout Etat, ce pays légal, comprend la technocratie constituée par l'administration ministérielle, mais également un certain nombre de dirigeants de l'industrie, de la banque, du commerce et de la publicité, des vedettes du Parlement, des partis, des professions libérales, de la presse et de l'Université, enfin des responsables nationaux d'organisations professionnelles et syndicales.

LE SYSTEME POMPIDOU

Gilles Martinet, qui appartient au parti socialiste, publie de son côté un ouvrage : *Le système Pompidou* (2), qui, par bien des côtés, confirme les analyses de Jean Ferniot. L'auteur des *Cinq communismes* a souvent montré que s'il ne cachait pas où était son cœur, il savait faire preuve d'une implacable rigueur dans ses jugements politiques, au point de détruire implacablement tous les mythes historiques de la gauche (Cuba, la révolution cultu-

relle chinoise, l'autogestion yougoslave). Le dossier qu'il présente dans son dernier livre est solide. Ses accusations contre un système qui repose sur le pouvoir conjoint de la technocratie, de l'argent et de la classe politique se fondent sur des arguments vérifiables, des faits palpables, des noms. La technocratie, avec Martinet, ne se réduit plus à on ne sait quel obscur complot. Elle prend chair, elle se révèle sous les traits de ses représentants, à l'Elysée, à l'hôtel Matignon, dans les ministères aussi bien que dans les grandes entreprises privées ou nationalisées. Elle s'affirme dans ses pratiques, dans ses buts déclarés.

Martinet montre fort bien qu'il existe une assez forte contradiction entre cette technocratie « industrialisatrice » et une classe politique « clientéliste ». Mais la contradiction se résorbe pour le moment dans le système de la V^e République, en provoquant les bavures que l'on sait, celles qui ont été révélées tout au long de 1972.

POUR OU CONTRE

La seule question qui devrait se poser est de savoir si on est pour ou contre ce système. Or, c'est précisément la seule question qui n'est pas posée. Il est vrai qu'on ne serait en mesure de la poser que si l'on était capable d'offrir une véritable alternative. Malheureusement, un Martinet tout comme un Ferniot sont loin du compte.

Le premier met son espoir dans le programme commun de la gauche dont la seule originalité tient en une série de nationalisations qui seraient autant d'étatisations, faute d'un projet sérieux d'économie de cogestion et de décentralisation des responsabilités. Le même Martinet avait pourtant montré avec pertinence comment à l'Est le processus de « nationalisation » de l'économie avait abouti à des formes nouvelles d'aliénation...

Quant à Jean Ferniot, il se montre pur protestataire. C'est un homme indigné qui parle, et qui désire de tout son cœur plus de vertu et d'honnêteté. On le comprend, mais on le soupçonne parfois d'une sorte d'amour rentré pour le jacobinisme, le pouvoir d'une sorte d'aristocratie de purs, ceux dont Jean-Jacques Rousseau espérait qu'ils oublieraient leurs intérêts privés pour se montrer uniques gardiens et défenseurs de l'intérêt public. Il y a peut-être de la grandeur chez Saint-Just, mais il y a de quoi frémir aussi... Comment exiger du député, ainsi que le voudrait Ferniot, de représenter une circonscription qui n'a d'autre intermédiaire que lui avec le Tout-Etat, et d'être aussi le représentant de la nation ? C'est une impossibilité physique, psychologique.

Ferniot ne parvient pas à imaginer une alternative, pour cette seule raison qu'il continue à révéler l'idole, l'idée-toute faite. Et pourtant que reste-t-il du régime démocratique lorsqu'on a montré ce qu'il était dans la réalité, et lorsqu'on a, peut-être, insuffisamment mais tout de même pertinemment, démasqué certaines de ses impostures idéologiques, telle l'égalité, l'anti-thèse de toute justice humaine ?

Ça suffit ! Il faut vraiment démolir le Tout-Etat, le système. Qui en aura le courage ?

Gérard LECLERC.

(1) Jean Ferniot : *Ça suffit*. Grasset.
(2) Gilles Martinet : *Le système Pompidou*, Le Seuil, cf. aussi *Les cinq communismes*.

à armes égales sur le ring

Les débats télévisés d'« A armes égales » sont des événements politiques importants puisqu'ils touchent des millions de Français. Surtout en période pré-électorale : l'émission de mercredi dernier opposait François Mitterrand à Alexandre Sanguinetti, ce dernier choisi personnellement par le Président de la République, en remplacement de Valéry Giscard d'Estaing.

Sage précaution ! Si on excepte les vingt dernières minutes où les deux adversaires exténués s'interrompaient sans cesse (une heure vingt de débat, n'est-ce pas un peu long ?), Sanguinetti a presque toujours gardé l'avantage. Mais beaucoup plus que le contenu des idées échangées, la personnalité des interlocuteurs apparaît déterminante pour expliquer cette supériorité.

Sanguinetti possède les qualités du bon « debater » : calme, autorité, passion. Militant U.D.R. discipliné, mais non passif, sans responsabilité au gouvernement mais non sans influence, ce n'est pas une bonne cible pour son adversaire. Il sait esquiver les questions embarrassantes sur les querelles de la majorité par des réponses choc (« Ce n'est pas le débat d'Edgar Faure ici, mais celui de nous deux ! »).

Au contraire, Mitterrand est soumis aux contraintes des alliances électorales. Il se met maladroitement en position défensive (« Attendez-moi sur le programme commun »). De plus, c'est un très mauvais acteur : son sourire agace, sa voix sonne faux, ses mimiques (exemple : pudeur effarouchée lorsque Sanguinetti lui demande s'il trahirait le programme commun pour accepter un poste de ministre) ne peuvent convaincre personne.

Sanguinetti gagne parce qu'il met les riens de son côté. Tant qu'il s'agit de montrer les contradictions entre communistes et socialistes, c'est facile ! Il rassure les conservateurs pour un temps.

Mais la région L'initiative des citoyens ? La dégradation de la qualité de la vie ? le problème de civilisation ?

Par le biais d'un débat fastidieux sur les nationalisations, deux conceptions semblent s'affronter. En réalité, qu'est-ce qui les sépare ? Simplement l'efficacité. D'un côté, les solutions « toutes faites » de l'Union de la gauche, de l'autre un pragmatisme fondé sur les résultats obtenus et les études prospectives.

Malgré les apparences, tous les deux complices dans un refus de ré-orienter les fins de notre société. Au fond, ni plus ni moins qu'un débat entre deux conservateurs réduisant la politique à une affaire de bonne gestion indifférente aux manifestations du soulèvement de la vie.

M. G.



la france en solde

Les financiers britanniques continuent leurs recherches d'entreprises françaises disposées à se vendre au plus offrant, telles de quelconques marchandises. Mais une entreprise, ce n'est pas seulement un brevet, une technique particulière, des capitaux, des outils de production, un réseau de distribution, c'est aussi un ensemble humain de travailleurs, ouvriers, agents de maîtrise, employés, techniciens(cadres, dont le but est autant d'obtenir un salaire que d'œuvrer au développement de l'entité économique qui les rassemble. C'est ce qu'avait compris M. F. Sommer dont le décès récent a permis d'entendre à nouveau parler de ce que l'on appelait « l'expérience Sommer ».

Sommer, c'est une petite entreprise textile dont le P.D.G. a fait une firme en expansion rapide dans le secteur des revêtements de sol. Sommer, c'est aussi, et dans le même temps, une entreprise où, depuis 1959, les quelques 2.500 salariés bénéficiaient d'une participation aux résultats très substantielle allant de pair avec des salaires élevés. En moyenne, 1.650 F de salaire mensuel, actuellement, et une participation qui a atteint jusqu'à cinq mois de salaires supplémentaires dans l'année. Le tout donne une entreprise très « rentable » et qui n'a pas connu une grève depuis douze ans. Cela ne résoud pas pour autant le problème de la participation à la gestion, mais il s'agit, pour le moins, d'une plate-forme de valeur.

Tout autre est M. J. Dumont, jusqu'à ces derniers temps, il détenait 51 % du capital de l'entreprise Marichal Kétin et Cie, spécialisée dans la

fabrication de gros cylindres de laminoirs en acier, et leader de sa branche en France avec un chiffre d'affaires, en expansion, de 70 millions de Francs. Implantée à Berlainmont (Nord), dans le bassin de la Sambre, l'usine Marichal Kétin emploie actuellement environ 550 personnes, d'origine locale pour la plupart. Celles-ci ont récemment appris que l'entreprise passait sous contrôle allemand. Après avoir cherché du côté des Anglais (des contacts avaient été pris avec British Rollmakers) les dirigeants ont trouvé acquéreur avec la firme allemande Gontermann Peipers. Et ceci grâce aux bons offices de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Même scénario pour trois autres entreprises françaises passées, il y a peu, sous contrôle anglais. Détenue par la famille Bayon, l'entreprise française L'Aiglon, leader français de la ceinture de sécurité, passe sous contrôle anglais. Le groupe britannique Griffiths Bentley va prendre une participation de 49 % dans son capital et cette participation deviendrait majoritaire par la suite. L'Aiglon, qui a réalisé en 1972 un chiffre d'affaires consolidé de 30 millions de F, occupe quelque 400 personnes. C'est aussi l'entreprise Lucien Moat, l'une des premières sociétés françaises de suies et d'outils tranchants pour le bois, qui a été rachetée à 70 % par Spear and Jackson, importante société anglaise. Enfin, Roberston Foods, l'un des principaux fabricants britanniques de confiture et de marmelade, vient de prendre le contrôle de la « Compagnie Générale des Produits Alimentaires Peny », installée en Bretagne et qui fabrique des conserves de légumes et des plats cuisinés.

A première vue, il semble que les investisseurs étrangers s'intéressent plus spécialement aux entreprises de petites dimensions, détenues par un particulier ou une famille, assez spécialisées, très bien placées dans leur secteur, généralement très rentables, mais parfois confrontées à des problèmes de financement à long terme. Cela fait honneur à leur sens des « affaires ». On peut toutefois se demander si dans quelque temps toutes les entreprises françaises de ce type — elles ne sont pas légion — ne seront pas passées sous contrôle étranger. Pour l'instant, le ministère de l'Economie et des Finances laisse faire, et on sait que toute prise de participation dans une entreprise française su-

périeure à 20 % est soumise à son accord préalable. Mais les partis, mais les syndicats réagissent-ils ? Apparemment non. En fait, pourquoi n'obligerait-on pas les investisseurs étrangers à se porter acquéreurs de firmes déficitaires ou en difficultés ? L'accord leur serait donné sous condition d'opérer le redressement nécessaire et avec option de rachat pour l'Etat qui remettrait alors tout ou partie du capital aux salariés de l'entreprise.

Cette proposition peut paraître irréalisable, il est certain qu'elle devrait être modulée ; mais à moins d'interdire totalement l'entrée de capitaux étrangers — ce qui paraît difficile ne serait-ce que pour préserver les intérêts français à l'étranger — il semble indispensable que l'Etat prenne position sur un problème d'une telle importance. Sous prétexte que la France serait dans dix ans le « Japon de l'Europe » irait-on jusqu'à sacrifier son indépendance, au profit d'une expansion purement quantitative ;

P. D'AYMERIES.



Sélection - Librairie

PLATON
Le Banquet

Traduction et commentaire
par Pierre Boutang

Prix : 18 F (franco 22 F)

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





gardarem lo larzac

« Nous garderons le Larzac ». Les deux cent cinquante-six habitants de la zone d'extension du camp sont unis sur ce slogan. M. Debré a obtenu que 17.000 hectares soient classés d'utilité publique et va donc pouvoir procéder à l'expropriation puis à l'expulsion de cette « racaille gauchiste » qui trouble l'ordre. Les paysans, qui risquent bientôt d'être obligés de quitter leur terroir, ne baissent pas les bras.

Il importe que le soutien général dont bénéficie ces agriculteurs s'élargisse, que Debré soit obligé de reculer et de se contenter des 7.000 hectares dont il dispose déjà aujourd'hui.

Ils ont entrepris une marche sur Paris. Marche bien pacifique qui se déroulera sans histoire de Rodez à Orléans, recevant l'appui unanime des paysans des régions traversées.

Pour un agriculteur, la terre n'est pas un vain mot mais le lieu nécessaire de son activité. L'agriculture a besoin d'un espace qui, par le développement des zones urbaines et des infrastructures routières, tend chaque année à diminuer.

M. Debré lui aussi est gourmand de terre... depuis qu'il a aidé à l'abandon des grands déserts de notre empire.

Cette marche a été interrompue par les hommes de M. Debré : les gendarmes mobiles. Trente agriculteurs risquaient de troubler l'ordre public à Châtillon-sous-Bagneux. La marche sur Paris a été bloquée et les agriculteurs durent continuer en autocars jusqu'à Paris où ils apportèrent à Matignon, désert, une lettre ouverte.

Tout cela n'est que péripétie, les paysans du Larzac ont raison. A plusieurs reprises, la N.a.f. a traité du problème de l'extension des camps militaires et nous avons été très fermes quant à nos raisons. Il n'est pas question pour nous d'entrer dans une campagne antimilitariste. Mais le Larzac n'a pas besoin d'être étendu parce que ce camp est surtout utilisé par les armées anglaises et allemandes qui viennent s'entraîner (1).

De plus, le Larzac est une région très riche en sites archéologiques et notamment les bergeries de pierres sèches appartenant au patrimoine architectural de notre pays. Depuis 1947, l'armée a été incapable de conserver la nature et des bergeries servent de cibles aux obus de chars. M. Poujade n'a toujours pas dit ce qu'il en pensait... Enfin le sol du Larzac, lors des pluies, devient inutilisable par la boue rouge qui se forme en surface et rend son utilisation très délicate.

L'armée affole les brebis par les vols d'hélicoptères à ras des bergeries, au risque de provoquer le

plus grand tort aux troupeaux. Les incursions de chars hors de la zone actuellement propriété de l'armée sont de plus en plus fréquentes.

Un paysan nous expliquait avoir entendu un officier déclarer : « Il faut que les paysans perdent leur sang-froid, qu'ils deviennent « gauchistes » ou « enragés » et alors l'armée aura le soutien des populations et gagnera inévitablement. »

Il faut saluer la calme résignation des paysans qui n'ont pas cherché les actions d'éclat ; mais il faut aussi saluer leur détermination et leur indépendance vis-à-vis de tout mouvement. Et pourtant les sollicitations n'ont pas manqué... Ils n'ont qu'un mot d'ordre : *Le peuple en ses états*. Et si les paysans gagnent enfin, l'effort du Crédit Agricole, la sueur de ces pionniers à la reconquête d'une zone jusqu'alors désertée feront que ce Larzac deviendra le haut lieu des luttes réelles contre l'administration, contre la bureautechnocratie, et peut-être aussi un peu le lieu où la république a été obligée de reculer.

Les luttes réelles auront triomphé. C'est ce que l'ensemble de nos militants souhaitent.

Marc BEAUCHAMP.

(1) Nous y reviendrons d'ailleurs et verrons que la bureaucratie militaire a une politique qui ne va pas forcément dans le sens des intérêts fondamentaux de l'armée.

procès tramoni

La Cour d'Assises de Paris, rejetant l'excuse de provocation, a condamné Tramoni à quatre ans de prison. Verdict modéré ? relative sévérité. Peu importe. Lorsqu'il s'agit de l'accusé, et du temps qu'un homme doit passer en prison, la peine est toujours trop sévère. Lorsqu'il s'agit du ressentiment des parents de la victime et de celui de la société pour un homme tué, le prix de la vie humaine est toujours trop bon marché.

M^r Henri Leclerc est plus à l'aise dans la défense. C'est moins en attaquant les gardes privés de la Régie Renault qu'en défendant Pierre Overney qu'il a bouleversé l'auditoire. Le Président Braunschweig a pleuré sur Pierre Overney.

M. Dreyfus, P.D.G. de Renault, n'a pleuré que pour son usine. Il a répondu avec beaucoup d'aisance et d'esprit aux questions de la partie civile. Mais quand on lui demandait ce qu'il avait fait à la nouvelle du meurtre d'un homme, il a déclaré n'avoir eu de préoccupations que pour son matériel.

Mieux, M. Dreyfus, à la fin de sa déposition, s'est montré satisfait : l'ordre règne désormais à Billancourt. « Les gauchistes ont été complètement rejetés. » Le procès nous avait déjà appris que ce résultat avait été obtenu par les licenciements

de la Régie, l'ostracisme de la C.G.T., et les expulsions *manu militari* du service de sécurité de M. Moracchini. Les dépositions patelines des délégués C.G.T. ne feront pas oublier leur collusion curieuse avec la Régie. De même que le soi-disant libéralisme de M. Dreyfus est démenti par ses propres déclarations : « J'ai pris des accords avec les grandes organisations syndicales et nous avons autorisé la vente de journaux syndicaux... mais pas des autres. » Selon que vous serez puissant ou misérable !

Autrement dit, les rôles dans la lutte des classes doivent se jouer entre partenaires convenus. Malheur aux trouble-fête. Nous qui refusons d'enfermer l'espérance de l'homme dans le dogme de la lutte des classes, nous avons d'autant plus de force à dénoncer l'ordre silencieux dont se félicite M. Dreyfus, et qui règne selon lui chez Renault depuis le meurtre de Pierre Overney.

Hervé CATTÀ.

semaine sociale

MARDI 9 JANVIER

Manifestation des professeurs et enseignants du secondaire à Bastia, pour protester contre le licenciement de six surveillants au C.E.S. du vieux lycée.

JEUDI 11 JANVIER

— Extension de la grève Honeywell-Bull. Le personnel de Bobigny a cessé le travail pour une durée illimitée, avec occupation des locaux. La Direction considère que cette action a fait suspendre les négociations.

— Trois plaintes patronales ont été déposées contre deux délégués C.F.D.T. et un manifestant après la grève de l'établissement Mammouth de Saint-Brieuc, pour entrave à la liberté du travail et du commerce.

VENDREDI 12 JANVIER

« Ras le bol et bol de lait » ! Tel est le thème du rallye automobile que les producteurs de lait de la Manche ont organisé à travers le département. Après le pique-nique, manifestation à Saint-Lô.

— Manifestation des paysans à l'appel de la F.N.S.E.A. et du M.O.D.E.F. : hausse de 15 % du prix du lait et de la viande bovine qu'ils veulent voir adoptée par les instances communautaires européennes, au mois de mars.

SAPEURS-POMPIERS

Les officiers de sapeurs-pompiers, en grève depuis plus d'un mois, demandent un réajustement de leurs salaires qui sont inférieurs à ceux de la catégorie équivalente de fonctionnaires. Suivie presque à 100 %, la grève n'affecte en rien les interventions qui sont assurées, mais bloque toute participation aux tâches administratives (exemple : permis de construire, certificats de conformité).

METALLURGIE

Une journée nationale d'action C.G.T.-C.F.D.T. dans la métallurgie est prévue pour le 24 janvier. Elle se traduira par des arrêts de travail de deux heures.



nouvelle école : un certain régionalisme

Dans sa recherche de courroies de transmission, Nouvelle Ecole a choisi des secteurs éminemment politiques : d'une part la presse et l'édition, d'autre part les mouvements régionalistes où elle pratique l'entrisme. C'est ce dernier secteur que nous voulons démasquer cette semaine.

Comment, nous dit-on, voilà que vous vous attaquez aussi aux régionalistes. Décidément, vous prenez plaisir à choquer le bourgeois et l'intellectuel de gauche aux idées reçues !

Il n'est pas question un seul instant de s'attaquer à ceux qui veulent pour leur région un minimum de libertés et d'initiatives. Le mouvement royaliste participe chaque jour davantage aux luttes que mènent les peuples de France pour regagner contre l'uniformité jacobine la riche diversité de leurs patrimoines, pour arracher à la république centralisatrice l'exercice des libertés quotidiennes, et avant tout celle de gouverner leurs propres affaires. La N.A.F. s'est fait l'écho des luttes régionales aussi bien en Bretagne qu'en Provence, en Alsace, qu'à La Réunion.

LE REGIONALISME-PRETEXTE

Aussi sommes-nous très à l'aise pour dénoncer les infiltrations de G.R.E.C.E. Nouvelle Ecole dans divers mouvements régionaux. D'autant plus que le problème régional et l'utilisation qui en est faite par Nouvelle Ecole nous permet de lever bien des ambiguïtés. A partir d'une très légitime recherche de l'enracinement, N.E. fait très habilement dévier les aspirations régionales. Tout comme les marxistes mutilent la lutte régionale en privilégiant exclusivement l'aspect économique et social, les gens de N.E. mutilent le régionalisme en soulignant uniquement l'aspect ethnique des régions.

Pour N.E., le moteur de l'histoire est la lutte des races, et entre races inégales. La puissance des guerres de libération coloniale tient au fait qu'elles ont des racines profondes, des racines biologiques auxquelles les hommes ne peuvent échapper (N.E. n° 115, p. 10).

« Opprimées par les nations dans le monde entier, les ethnies revendiquent et les régions s'agitent » (N.E. n° 15). A ce phénomène, N.E. trouve une explication de caractère raciste : « L'ethnisme c'est la renaissance des patries charnelles. Et la patrie charnelle c'est la région. Carrefour d'influences, nation historique

par excellence, la France n'a pas réalisé son unité par association spontanée ni par la redécouverte d'un lien linguistique ou biologique effacé, mais par la force et la subjugation de peuples très différents... Que sont les frontières de l'histoire au regard des frontières du sang ? » (N.E. n° 115, p. 15)

On a compris : les nations historiques faites de races différentes (et inégales) sont des injures à la pureté ethnique. Elles sont aliénées, métissées, bâtardes et, comme telles, condamnées à disparaître dans le nouvel ordre européen que l'on nous annonce. A cela, Maurras, quand il condamnait l'hitlérisme, a déjà répondu : « La race existe. Mais la race n'est pas la clef de l'histoire, qui n'est pas non plus dans la classe. Une nation est faite de bien des éléments complexes et variés : la naissance, l'hérédité, la tradition, l'action de la Terre Mère... Tout existe et agit, tout est compris dans les principes du nationalisme français. L'Hitlérisme est une combinaison d'absurdités primaires et de dévergondages supérieurs. DE MOITIÉS DE VERITE, ON PREND LE QUART, on le souffle, on l'amplifie et l'esprit de généralisation universelle aidant, on en fait une religion. Grand merci pour nous et pour elle ! (A.F. juillet 1938).

Bretagne

La Bretagne réelle - Keltia : Publication nostalgique du reich de mille ans ; violemment antichrétienne, prône un paganisme néo-druidique. Parmi les titres publiés : « Waffen SS d'Occident » ; « Des menhirs aux soucoupes volantes » ; « Des éléments d'une Weltanschauung ». Parmi les collaborateurs : Olivier Marcel, Gouven Pennaod, Pierre Lance, Alain de Benoît, Saint-Loup, Georges Abhervé.

Jeune Bretagne : Groupe issu par Bretagne-Action des restes de quelques groupes Europe-Action de Bretagne. La plupart des militants de J.B. ignorent les relations qui existent entre J.B. et Nouvelle Ecole. C'est dans la page que « L'avenir de la Bretagne » réserve à J.B. que l'on trouve, au hasard des numéros des comptes rendus de « Critique réaliste », le Cercle GRECE de Nantes, un article d'Eric Sanders (voir Flandre), une étude d'un « Cercle de recherches ethniques », publié par M. Striz (ex-Bretagne-Action) qui ressemble étonnamment à un cercle GRECE, etc. Georges Abhervé-Guegen (Eric le Naoup), fondateur de Bretagne-Action, fondateur de J.B. a dû aller trop loin : S.A.V. le parti autonomiste breton a mis fin au contrat qui le liait à J.B. La collaboration ne subsiste plus que par le journal.

LA TERRE ET LE SANG. MAIS QUEL SANG ?

Ayant détruit au nom de la pureté de la race plus de 2.000 ans d'efforts humains, de volonté civilisatrice, N.E. s'interroge : « La Terre base de maintien et de renouvellement du sang », est-elle vraiment dépositaire de certaines valeurs ? Et la réponse immédiate : « Des réticences auxquelles se heurte l'extinction progressive de la vie rurale... le donnent à penser » (N.E. n° 15, p. 12).

« La région est aujourd'hui le cadre naturel où se reconnaissent ceux qui se ressemblent vraiment (comprendre identique par le sang et les chromosomes, n. de l'auteur). Elle constitue la structure et la dimension les plus

propices à l'enracinement... Des précisions n'en sont pas moins nécessaires. » (N.E. n° 17, p. 18)

Des précisions ! diable, lesquelles ? Des régions, des ethnies, tout comme les nations historiques, ne sont pas racialement pures ; elles sont aussi métissées : « Il faut épurer les acquis, DEMELER L'HERITAGE. A l'époque actuelle, être à l'écoute de soi, c'est entendre plusieurs voix. S'il en était autrement, les choses seraient toutes simples : une seule voix claire et pure s'exprimerait. (Entendre la voix de la race pure.) Il faut choisir entre ces voix. (N.E. n° 17, p. 18.)

Normandie

Mouvement Normand : ancien mouvement de la Jeunesse normande, issu de la Fédération des Etudiants de Rouen, le M.N. est le type même de mouvement régionaliste que l'influence de Nouvelle Ecole fait peu à peu dévier de son idée première. Au dernier congrès du M.N. à Falaise (auquel assistait O. Mordrel), une motion résolument européenne et séparatiste présentée par des éléments de Nouvelle Ecole fut repoussée de justesse tandis que des élus locaux (anciens conseillers généraux, députés) effondrés, ne comprenaient plus où était, dans l'affaire, le combat pour la Normandie. Jean Mabire, nationaliste normand et Européen blanc de toujours, membre du conseil de rédaction de Nouvelle Ecole, ancien directeur de Viking, est récemment devenu le rédacteur en chef de HARO (ex-journal de l'Ceuf) organe du M.N.

Et plus loin : « Il ne faut pas se le dissimuler : nous sommes tous des bâtards... Nous sommes les produits d'une culture qui a incorporé des éléments étrangers et qui les a faits siens. » De ces éléments étrangers, N.E. veut se débarrasser, se désaliéner, « démasquer le père abusif » et retrouver « le père indo-européen ». « Nous avons décidé de nous reconnaître dans le passé européen, non dans le mirage oriental » (N.E. n° 17, p. 18)

Ce passé indo-européen que N.E. assume avec tant de décision, c'est le passé germanique, le passé teuton. N.E. est teutomane. Le mot est d'un de leurs amis, Pierre Lance, qui n'a guère apprécié de voir que N.E. considérait la race celte comme quasi inférieure. (L'Hespéride - Automne 1972.)

LES CELTES, COUSINS IMPURS

Nouvelle Ecole a consacré deux numéros aux Celtes. Les Celtes sont un sujet à la mode, moins compromettant que les Vikings ou les grands aryens blonds. Mais surtout la race celte est une race sœur : « A l'origine, les Celtes sont extrêmement proches des Germains ». Ce sont des « gnesioi », des enfants de même naissance. On peut donc à bon droit considérer les Celtes anciens comme des sub-nordiques occidentaux » (N.E. n° 17). C'est seulement cette parenté qui rend les Celtes intéressants et « biologiquement récupérables » aux yeux de N.E.

Il ne s'agit pas de nier l'intérêt des recherches scientifiques effectuées sur les peuples indo-européens (voir l'étude de Sylvie Bonpaire, Arsenal, n° 1), mais de mettre en garde contre les conclusions politiques auxquelles



peuvent conduire de telles recherches mal assimilées.

N.E. excelle dans ces gauchissements récuperateurs. Ainsi : « On peut se demander surtout si la fragilité des sociétés celtiques, continentales du moins (les populations insulaires ayant été « renordisées » par les invasions), ne trouve pas une explication partielle dans une sorte d'ALIENATION due à la tension entre certains traits de tempérament *EM-PRUNTES* et une structure originelle de caractère indo-européen (*N.E.* n° 17). La chose est claire. Si, pour les marxistes l'aliénation est économique, pour *N.E.*, l'aliénation est « biologique ».

Il faut citer ce morceau de bravoure qui fera bondir tout Breton un peu conscient de sa bretonnité : « Peu à peu, l'opposition entre les celtes et leurs anciens « gnesoioi » a d'ailleurs fini par s'institutionnaliser. C'est le fond du problème irlandais. Il suffit de passer aujourd'hui la frontière de l'Ulster... Effet saisissant. En l'espace de quelques kilomètres, les pelouses tracées au cordeau succèdent aux jardins romantiques, les maisons deviennent

d'une propreté rigoureuse, les petites routes sinueuses se transforment en highways filant à perte de vue. Deux mondes s'affrontent : le romantisme et la raison, la poésie et l'analyse, la littérature et la science. » Nous nous occupons des choses de l'esprit, disent les gens de Dublin. Les protestants s'occupent des choses tout court. Cela explique la pauvreté. » (*N.E.* n° 17, p. 12.)

Bref, Alain de Benoist et Dominique Venner doivent considérer Pierre Lance et Goulven Pennaod comme Goebbels considérait Olier Mordrel à Berlin en 1939 : des ressortissants d'une race non encore désaliénée.

Fouéré (*L'Europe aux cent drapeaux*), qui sont très loin d'être socialistes, auraient tort de sous-estimer ce danger. *N.E.* annonce ses espérances : « Des débats sur l'Union Euro-

Occitanie

En Occitanie, autour de Toulouse, Nouvelle Ecole cherche la trace des Cathares dont chacun convient après Saint-Loup et Pauwels (autres membres du comité de patronage de Nouvelle Ecole) des liens initiatiques et ésotériques qui les unissent aux Nationaux-Socialistes.

Bourgogne

En Bourgogne, Nouvelle Ecole pense actuellement animer un mouvement de « Grande Bourgogne » (sans doute pour refaire le grand duché d'Occident cher à Léon Degrelle !).

péenne qui reprennent de la vigueur actuellement ont le mérite de susciter (en filigrane) une réflexion souvent implicite sur notre plus ancien passé commun, celui de l'INDO EUROPEANIE (du Witland) » (*N.E.* n° 17, p. 17). Des forêts teutoniques, peuplées d'indo-européens grands et blonds, voilà le but de la lutte régionale selon *N.E.* !

La renaissance des régions ethniques pour le romantique plaisir de donner aux futures divisions S.S. européennes des hommes biologiquement purs et des noms enracinés : S.S. Division Noroise, S.S. Arthur de Bretagne, aux côtés des « glorieuses » S.S. Wallonie, S.S. Viking, S.S. Charlemagne. Merci non !

J.-M. BREGAINT.

Flandres

Dans les Flandres, le *Courrier Lillois* fut animé par Eric Sanders, membre du comité de rédaction de Nouvelle Ecole.

VERS LE WITLAND S.S.

Au bout du compte, la volonté prétendument régionaliste de *N.E.* ne connaît de régions que la blanche indo-européenne, la jaune orientale, et l'africaine-nègre. Cette conception raciste connaît, nolens volens, un renouveau certain dans les milieux européens. G. Héraud (*L'Europe des ethnies*), Yann

mouvement royaliste

nouveaux points de vente

PARIS 6°

— Kiosque, 149, boulevard Saint-Germain

TROYES

— La Civette, place du Maréchal-Foch
— Le Fontenay, 75, rue du Général-de-Gaulle
— La Grosse Pipe, 1, rue Juvénal-des-Ursins.

réunions

INDRE-ET-LOIRE SAINT-SYMPHORIEN

Vendredi 26 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « La France pour son avenir : la Monarchie ».

TOURS

Samedi 27 janvier à 18 heures, dans les salons du « Métropole »,

16, place Jean-Jaurès, conférence de Gérard Leclerc : « Maurras, prophète du XXI^e siècle ».

LOIRET ORLÉANS

Jeu. 25 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « L'A.F. et la Révolution ».

Section du 15° - CLAMART - ISSY - VANVES

Retenez votre soirée du vendredi 9 février.

Dîner-débat de la section, prix du couvert : 40 F, étudiants : 30 F. Vous pouvez d'ores et déjà retenir vos places en écrivant à M. Pierre ARVIS, 199, rue de Lourmel, 75015 Paris.

messe louis XVI

La messe organisée par l'*Ceillet Blanc* pour la mémoire de Louis XVI aura lieu le 22 janvier à 12 h 15, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

naf

objectif plus 500

La semaine dernière, nous vous faisons part de notre souci d'équilibrer le budget de la *N.A.F.-Hebdo*. Un certain nombre de nos lecteurs nous ont écrit à ce sujet, en nous demandant ce qu'il leur était possible de faire pour nous aider. Notre objectif principal à l'heure actuelle est d'accroître l'audience de notre journal. Pour cela, nous avons instauré une formule d'abonnement de propagande qui permet à tous nos lecteurs, et en particulier aux isolés, de participer à notre campagne. Pour 10 F, nous adresserons la *N.A.F.* pendant deux mois à toute personne de votre choix, il vous suffit de nous envoyer le nom et l'adresse du bénéficiaire accompagné du règlement. Par ce moyen, chaque lecteur de la *N.A.F.* peut se transformer en propagandiste. Une mobilisation générale de tous nos lecteurs est nécessaire pour acquérir le second souffle qui nous donnera les moyens de progresser : Il nous faut cinq cents abonnés supplémentaires. A vous de jouer !

Yvan AUMONT.

la troupe du roi sous le chapiteau de Jean Richard

On sait qu'à la suite des grèves organisées par le Syndicat des techniciens du Théâtre Français, Pierre Dux a décidé de fermer la salle Richelieu pour une période indéterminée, et de poursuivre son programme sous le chapiteau de Jean Richard dressé dans le Jardin des Tuileries.

Renouant avec la grande tradition des comédiens ambulants, c'est donc sous une vaste tente de toile que le spectacle spécialement conçu par Paul-Emile Deiber pour célébrer le tri-centenaire de la mort de Molière est présenté au public.

Félicitons-nous de cet heureux concours de circonstances qui nous permet de voir une représentation d'une qualité incomparable, dans un cadre sans doute beaucoup plus proche de la réalité du XVII^e siècle que ne l'est une salle bien équipée.

Tout concours à donner cette impression : le chapiteau lui-même, au plancher mal raboté et aux sièges (hélas) inconfortables, la scène dépourvue

de décor, au fond de laquelle, comme au grand siècle, le gratin assiste à la représentation ; le corps de ballet enfin, doté de somptueux costumes inspirés de l'antique, intervient à deux reprises, sur une chorégraphie de Léone Mail, et cela va de soi, sur une musique de Lulli et M.-A. Charpentier.

♦♦

La Troupe du Roy, c'est le nom de ce programme spécial, se déroule suivant l'ordre chronologique, de 1658 année de l'installation de Molière à Paris, jusqu'à 1673 année de sa mort.

Molière lui-même (Paul-Emile Deiber) et son ami La Grange (Jacques Toja) feuilletent le registre, toujours conservé dans les archives de la Comédie Française, où ont été réellement portés les moindres faits de l'histoire de la troupe, du plus glorieux au plus humble : répétition, représentation, acteurs présents ou malades, montant de la recette, demande de pension au Roi...

Et petit à petit, la troupe s'anime devant nous : chaque groupe de comédiens interprète un extrait caractéristique des principales pièces de Molière, dans l'ordre où celles-ci ont été effectivement représentées, depuis Les Précieuses Ridicules jusqu'au Malade Imaginaire.

Chaque œuvre est replacée dans son contexte réel : ce n'est pas seulement un morceau choisi de notre littérature, c'est la vie même de la troupe qui est mise à nu : ses amours, ses déboires, ses luttes...

Car aux perpétuelles difficultés matérielles s'ajoutent très vite les calomnies et les intrigues des envieux, des hypocrites et des bigots ; cela va très loin puisque l'Archevêque de Paris frappe d'excommunication les comédiens interprétant Tartuffe. Quant à Dom Juan, joué quinze fois seulement du vivant de Molière, il est purement et simplement interdit et ne sera plus représenté qu'en 1847, près de deux cents ans plus tard.

Molière ne s'arrête pas pour autant. Il cherche d'autres cibles parmi la société de son temps et, en fait, dans l'homme éternel ; et c'est successivement Le Misanthrope, Georges Dandin, L'Avare, Les Femmes Savantes, Le Malade Imaginaire enfin, à l'issue

duquel il s'abat, foudroyé, dans le légendaire fauteuil qui, vide, recevra en final l'hommage de toute la troupe du Français.

♦♦

L'interprétation est éblouissante : ce n'est plus une distribution, c'est un palmarès où l'on devrait citer toute la troupe, jusqu'à la plus humble des utilités.

Paul-Emile Deiber campe un Molière très proche du tableau de Mignard, d'une simplicité émouvante sous laquelle on devine pourtant une volonté de fer ; Catherine Salvat nous montre une Agnès délicate de naïveté, bien qu'elle ait le tort de forcer un peu sa voix ; Georges Descrières interprète un Dom Juan ironique et désinvolte ; Michel Dussauchoy un Géronte vicieux dont les larmoyants « qu'allait-il donc faire dans cette galère » déclenchent une irrésistible hilarité ; Jacques Charron enfin est un Aragon toujours souverain.

Mais le clou du spectacle est indiscutablement la scène de la séduction de Tartuffe, interprétée magistralement par Robert Hirsch, qui par moment rappelle le Dullin de Volpone : aucun mot ne peut décrire l'évolution subtile qui va, au cours de la scène, transformer le dévot aux yeux baissés et à l'attitude compassée, en un gaillard à l'œil concupiscent et aux gestes frôleurs ; la réplique lui est donnée par Claude Winter, une Elmire d'une suprême élégance, et par Françoise Seigner, digne fille de son père, en truculente Dorine.

Comme dans L'Arlésienne, il est un personnage dont on parle beaucoup mais qu'on ne voit pas jamais : le roi. Louis XIV est présent tout au long du spectacle : le registre de La Grange et les suppliques dont on donne lecture montrent que c'est vers lui qu'en cas de difficulté Molière et ses amis se tournent ; c'est lui qui les subventionne et les défend contre les cabales et les jaloux et qui, suprême honneur, leur décerne le titre de Comédiens du Roi.

A trois siècles de distance, et après une telle représentation, comment ne pas ratifier son choix ?

Georges ROUSSEAU.

arsenal

SOMMAIRE DU NUMERO 2

CIBLE

Incertitudes électorales

THÈME

Le Projet révolutionnaire

IDÉES

- Humanisme et anthropologie structurale
- Vichy ou le « temps des illusions »

TENDANCE

Le problème de l'avortement

ENTRETIEN

Un philosophe dans la cité, avec Pierre Boutang

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits
au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.